

lation de quelle façon le parti libéral se proposait d'administrer le pays.

Or, nous faisons face à un taux de chômage croissant et à une économie stagnante. Pourtant, le gouvernement ne dit rien; il se refuse à réviser ses positions et à apporter des solutions aux maux qui sont en train de démolir les structures sociales et économiques de notre pays.

Le premier ministre lui-même disait, le 3 avril 1968, dans un article figurant à la page 5 du journal *Le Devoir* du 3 avril 1968, et je cite:

● (12.10 p.m.)

Or, quel homme et quel peuple peuvent se dire libres s'ils sont en proie à la pauvreté.

Voilà les paroles d'un premier ministre voyageur. A mon avis, il est préférable qu'il soit actuellement à l'étranger. Peut-être se sent-il plus à l'aise à l'extérieur du pays qu'au Canada, alors qu'hier même, on a publié des statistiques effarantes sur le chômage.

Nous avons appris de façon officielle qu'il existe 544,000 chômeurs au Canada. Nous avons également appris qu'étant donné la main-d'œuvre disponible chez les étudiants, près de 400,000 jeunes se cherchent un emploi d'été, ce qu'ils ne sont pas certains de trouver.

Étant donné l'attitude rigide, intransigeante et irresponsable du ministre des Finances et du gouvernement libéral, je prétends que le gouvernement Trudeau est criminellement responsable des problèmes sociaux engendrés par le chômage, puisqu'il reconnaît son existence sans démontrer la volonté d'y remédier.

Monsieur l'Orateur, la situation de chômage ne me semble pas compliquée à régler. Il s'agit de faire preuve d'un peu de bonne volonté, de sincérité et d'intelligence. Tous les économistes sont d'avis que la situation n'est pas complexe. Il s'agit tout d'abord, comme solution immédiate, de redonner un coup de barre à l'économie. Pour ce faire, il faut évidemment créer un climat de confiance. La politique du gouvernement central, à ce sujet, n'est certes pas incitative. Les investisseurs, les entrepreneurs, les industriels sont peu confiants quant à l'avenir de leurs placements. C'est pourquoi l'économie est stagnante. C'est pourquoi ils ne veulent pas investir de capitaux. C'est également la raison pour laquelle le petit constructeur ne veut pas aller de l'avant.

Tous ces problèmes sont causés par l'épée de Damoclès que le ministre des Finances a suspendue au-dessus de la tête des contribuables en publiant le Livre blanc.

Depuis quelques années, le chef du gouvernement libéral décrie le séparatisme du Québec. Les mouvements séparatistes, depuis

l'avènement du parti libéral au pouvoir, n'existent pas seulement au Québec, mais aussi dans l'Ouest du pays. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ne veut pas s'ouvrir les yeux, il n'a, au cours de ses pérégrinations à travers le pays, qu'à se renseigner au sujet du mécontentement qui jaillit de partout, parce que le gouvernement central n'est pas intéressé à ouvrir les oreilles et à entendre le message que la population tient à lui livrer. Il n'entend pas les plaintes et ne veut pas écouter les opinions de ceux qui sont actuellement dans une situation désastreuse au point de vue physique et économique.

La tendance séparatiste et le mouvement amorcé avec force en ce sens au Québec résulte de l'intransigeance et de l'incompréhension du gouvernement libéral d'Ottawa à l'égard des problèmes humains de chacune des régions du Canada. Il n'existe pas d'autre cause que celle-là. Quant à moi, je tiens le gouvernement libéral fédéral responsable des désordres sociaux que tous connaissent depuis deux ans.

Évidemment, quant à la justice politique, le gouvernement libéral avait tout à gagner en maintenant le *statu quo* économique et, particulièrement, en présentant le Livre blanc, puisque l'accroissement du chômage, au cours de la période électorale au Québec, favorisait l'élection de son protégé, le nouveau premier ministre, M. Bourassa.

Nous ne sommes pas assez naïfs pour ne pas nous apercevoir que le ministre des Finances a fait preuve d'une certaine astuce administrative. Nous savons que le ministre des Finances jouit d'un certain sens de la politique pratique sur le plan électoral, évidemment. Nous savons aussi qu'il ne pourra se présenter de nouveau devant le peuple, lors des prochaines élections, s'il continue à afficher cette attitude et à s'opposer à modifier la plupart des propositions du Livre blanc. Il sait très bien que s'il se présentait devant le peuple, celui-ci le rejetterait, ainsi que le gouvernement libéral.

Nous savons qu'il s'agit là d'une stratégie, mais, durant son temps d'application, la population canadienne en souffre, de même que le gagne-petit et le chômeur. Je suis renversé de ne pas constater, chez nos amis d'en face, et particulièrement chez le ministre des Finances, un peu de charité chrétienne et de condescendance à l'égard de ceux qui doivent souffrir de leurs manigances politiques.

La situation de chômage n'est pas seulement désastreuse au Québec, quoique cette province soit particulièrement touchée. Cette situation affecte maintenant les régions de toutes les provinces du Canada. Si elle est plus grave au Québec, elle l'est presque autant dans les provinces Maritimes.